



Rapport semestriel 2006

Sommaire

GROUPE BULL

RESULTATS DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2006	P3
RESULTATS DE LA SOCIETE BULL POUR LE PREMIER SEMESTRE 2006	P6
ACTIONNARIAT ET OPERATIONS SUR ACTIONS BULL	P7
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	P8
BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2006	P9
COMPTE DE RESULTAT SEMESTRIEL CONSOLIDE AU 30 JUIN 2006	P10
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE	P11
CAPITAUX PROPRES – PART DU GROUPE	P12
ANNEXE RESUMEE AUX COMPTES CONSOLIDES	
1. ORGANISATION	P13
2. ACTUALISATION DU PLAN HORIZON 2008	P13
3. PRINCIPE D’ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS	P13
4. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	P14
5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	P14
6. GOODWILL	P15
7. ACTIFS FINANCIERS – NON COURANTS	P15
8. STOCKS ET EN-COURS	P16
9. CREANCES CLIENTS	P16
10. AUTRES ACTIFS COURANTS	P17
11. CAPITAL	P17
12. RESERVES LIEES AU CAPITAL	P17
13. INTERETS MINORITAIRES	P18
14. EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	P18
15. PROVISION POR CAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE	P18
16. PROVISIONS	P19
17. AUTRES PASSIFS COURANTS	P19
18. EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS COURANTS	P19
19. CONCENTRATION DE RISQUE CREDIT SUR UN TIERS	P19
20. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELLES	P20
21. RESULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIEES	P20
22. IMPOTS SUR LES BENEFICES	P20
23. RESULTAT PAR ACTION	P21
24. PLAN D’OPTIONS DE SOUSCRIPTION D’ACTIONS	P21
25. TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES APPARENTEES	P22
26. ENGAGEMENTS HORS BILAN	P22
27. REPARTITION DES ACTIVITES DU GROUPE PAR SEGMENT GEOGRAPHIQUE	P23

1 - RESULTATS DU GROUPE AU PREMIER SEMESTRE 2006

Au cours du premier semestre 2006, le chiffre d'affaires du Groupe a atteint 559,2 millions d'euros, soit une baisse de 2,2% par rapport au 1er semestre 2005. Cette légère décroissance résulte principalement de l'impact négatif des activités en Italie et dans une moindre mesure du ralentissement de l'activité Produits (serveurs UNIX®).

A périmètre constant, c'est-à-dire avant prise en compte des acquisitions AMG.net en Pologne et HRBC en France, le chiffre d'affaires s'établit à 557,4 millions d'euros soit une décroissance de 2,5 %.

L'EBIT (*) s'élève à 9,3 millions d'euros en ligne avec les objectifs révisés du Groupe pour 2006. Le résultat net s'établit à 3,7 millions d'euros hors part des minoritaires et après prise en compte (i) d'une réduction de la provision pour Clause de Retour à Meilleure Fortune dont bénéficie l'Etat français, condition de l'aide à la restructuration reçue par Bull en janvier 2005 et (ii) d'une réduction des impôts différés actifs. Ces deux ajustements reflètent l'évolution des résultats prévisionnels du Groupe tels qu'ils ressortent de la révision du plan stratégique.

Compte de résultat consolidé par semestre

(en millions d'euros)	2005		2006
	1 ^{er} Sem IFRS	2 nd Sem IFRS	1 ^{er} Sem IFRS
Chiffre d'affaires	571,8	601,4	559,2
Marge brute	150,9	151,3	141,3
% chiffre d'affaires	26,4%	25,2%	25,3%
Recherche et développement	(27,2)	(23,9)	(24,1)
% chiffre d'affaires	4,8%	4,0%	4,3%
Frais commerciaux et administratifs	(105,3)	(107,3)	(108,0)
% chiffre d'affaires	18,4%	17,8%	19,3%
Résultat de change	(0,2)	(0,4)	0,1
EBIT (*)	18,2	19,7	9,3
% chiffre d'affaires	3,2%	3,3%	1,7%
Produits de cession et autres produits et charges opérationnels	13,9	(0,6)	3,0
Coûts de départs transactionnels	(16,5)	(10,0)	(16,1)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(1,8)	(0,1)	1,0
Résultat opérationnel (**)	13,8	9,0	(2,8)
Frais financiers	(1,0)	(1,1)	(0,3)
Impôts	(3,4)	(1,5)	(0,8)
Impôts différés	-	-	(19,7)
CRMF(***)	-	-	27,4
Part des minoritaires	-	-	0,1
Résultat net	9,4	6,4	3,9

(*) L'EBIT (Earnings before interest and taxes) correspond au résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers tel que présenté au compte de résultat.

(**) Y compris quote-part dans le résultat des entreprises associées.

(***) CRMF : clause de retour à meilleure fortune

Le détail du compte de résultat est présenté ci-après :

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires réalisé sur la période représente un montant de 559,2 millions d'euros, soit une baisse de 2,2% par rapport au premier semestre 2005. Le chiffre d'affaires se décompose de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2005		2006
	1 ^{er} Sem	2 nd Sem	1 ^{er} Sem
Produits	275,0	303,7	264,8
Maintenance	140,2	133,6	123,7
Services	156,6	164,1	170,7
Chiffre d'affaires total	571,8	601,4	559,2

Le chiffre d'affaires de l'activité Produits s'est élevé à 264,8 millions d'euros, soit une baisse de 3,7% par rapport au 1er semestre 2005 due notamment à un marché globalement moins dynamique qu'à la même époque en 2005, entraînant une base de comparaison défavorable puisque le 1er semestre 2005 avait affiché une croissance de 10%. Dans un marché qui se tend, l'activité Produits confirme au 2ème trimestre un ralentissement sur la gamme ouverte UNIX® / Escala. Cette tendance est particulièrement sensible en Europe.

L'activité Services poursuit sa progression avec un chiffre d'affaires de 170,7 millions d'euros, soit une croissance de 9,0%, dans un marché toujours bien orienté en dépit d'une progression moindre au 2ème trimestre.

L'activité Maintenance a réduit sensiblement le rythme de sa décroissance au 2ème trimestre 2006, et a finalement réalisé un chiffre d'affaires de 123,7 millions d'euros sur l'ensemble du 1er semestre 2006, en baisse de 11,7% par rapport au 1er semestre 2005 (avec une baisse de 9,7 % au 2ème trimestre).

La répartition géographique du chiffre d'affaires consolidé pour le premier semestre 2006 reste stable. Par rapport au premier semestre 2005, la part Amérique du Sud et la part ROW (rest of the world) s'accroissent légèrement:

	1 ^{er} Sem 2005	1 ^{er} Sem 2006
Répartition géographique du CA (%)		
France	46%	46%
Europe hors France	40%	39%
Amérique du Nord	5%	5%
Amérique du sud	3%	4%
ROW	6%	6%
Total	100%	100%

Marge brute

La marge brute s'établit à 141,3 millions d'euros et représente 25,3% du chiffre d'affaires, à comparer respectivement à 26,4% et 25,2% pour le premier et deuxième semestre 2005

<i>(en millions d'euros)</i>	2005		2006
	1 ^{er} Sem	2 nd Sem	1 ^{er} Sem
Produits	94,5	92,7	89,3
% du chiffre d'affaires	34,4%	30,5%	33,7%
Maintenance	39,6	37,2	34,3
% du chiffre d'affaires	28,3%	27,9%	27,7%
Services	16,8	21,4	17,7
% du chiffre d'affaires	10,7%	13,0%	10,4%
Total	150,9	151,3	141,3
% du chiffre d'affaires	26,4%	25,2%	25,3%

Le premier semestre 2006 se caractérise par :

- une diminution de la marge brute produits en valeur absolue et une baisse du taux de marge liée à la décroissance du chiffre d'affaires et à l'évolution du mix produits;
- une baisse de la marge brute maintenance en valeur absolue liée à la baisse du chiffre d'affaires et une baisse réduite du taux de marge maintenance en comparaison au taux de marge du deuxième semestre 2005 ;
- un taux de marge services en léger recul par rapport au premier semestre 2005, conséquence d'une profitabilité insuffisante de cette activité principalement en Italie et en France.

Recherche et développement et frais commerciaux et administratifs

<i>(en millions d'euros)</i>	2005	2006	
	1 ^{er} Sem	2 nd Sem	1 ^{er} Sem
Frais de Recherche et développement nets	(27,2)	(23,9)	(24,1)
% du chiffre d'affaires produits et maintenance	6,6%	5,5%	6,2%
Frais Commerciaux et Administratifs	(105,3)	(107,3)	(108,0)
% du chiffre d'affaires	18,4%	17,8%	19,3%

Les dépenses de R&D s'élèvent à 24,1 millions d'euros.

L'effort de Recherche et Développement, en légère décroissance à 6,2% du chiffre d'affaires produits et maintenance, reste principalement consacré au développement de l'offre du groupe dans les serveurs Novascale, en particulier le HPC (High Power Computing), l'open-source, le middleware et la sécurité.

Les frais commerciaux et administratifs ont évolué au premier semestre 2006 sous le double impact d'une provision pour créance douteuse enregistrée suite à la mise en redressement judiciaire d'un revendeur en France et les investissements commerciaux consentis pour assurer le développement futur du Groupe.

EBIT (Earnings before interest and taxes)

L'EBIT s'élève à 9,3 millions d'euros en ligne avec les objectifs révisés du groupe communiqués en juin 2006 et représente 1,7% du chiffre d'affaires.

Résultat net

<i>(en millions d'euros)</i>	2005		2006
	1 ^{er} Sem	2 nd Sem	1 ^{er} Sem
EBIT	18,2	19,7	9,3
% chiffre d'affaires	3,2%	3,3%	1,7%
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(2,6)	(10,6)	(13,1)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées	(1,8)	(0,1)	1,0
Frais financiers	(1,0)	(1,1)	(0,3)
Impôts	(3,4)	(1,5)	(0,8)
Impôts différés	-	-	(19,7)
CRMF	-	-	27,3
Part des minoritaires			0,2
Résultat net	9,4	6,4	3,9

Les autres produits et charges opérationnels non récurrents sont constitués principalement de la plus-value de cession de l'ensemble immobilier des Clayes Nord pour 3,1 millions d'euros et des coûts de départs transactionnels en France et à l'étranger pour 16,1 millions d'euros.

Les frais financiers nets et la charge d'impôts s'élèvent respectivement à 0,3 millions d'euros et à 0,8 millions d'euros.

Suite à la révision de ses objectifs pour 2006, annoncée le 13 juin, le groupe a procédé à une actualisation du plan Horizon 2008 présenté début 2006. En conséquence de cette actualisation, la provision pour clause de retour à meilleure fortune (CRMF), dont bénéficie l'Etat français, et qui est basée sur les résultats prévisionnels du Groupe sous conditions cumulatives de RCAI (résultat courant consolidé avant impôt), de flux de trésorerie généré par les opérations, et de capitaux propres consolidés, (voir note 15 des états financiers consolidés) a été réduite de 27,3 millions d'euros, cette dette au bilan passant donc de 54 à 26,7 millions d'euros.

Parallèlement et au vu de ces résultats prévisionnels, l'actif d'impôts différés a été réduit de 19,7 millions d'euros, cet actif au bilan passant donc de 51,7 à 32 millions d'euros.

Le détail des différents postes figure dans l'annexe résumée aux comptes consolidés.

Tableau de financement

<i>(en millions d'euros)</i>	1 ^{er} semestre 2006
EBIT	9,3
Amortissements	9,6
Investissements (opérationnels)	(10,4)
Variation du besoin en fonds de roulement	(4,7)
Frais financiers payés	(0,3)
Impôts	(0,8)
(A) Flux provenant des opérations courantes	2,7
(B) Flux non récurrents	(23,9)
s/total (A) + (B)	(21,2)
Augmentation de capital et primes (minoritaires)	2,7
Diminution de la dette	(0,9)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie nette	(19,4)

Cette présentation simplifiée est issue des tableaux utilisés en interne pour le suivi de la trésorerie et sert de base à la communication

financière. La principale différence avec le tableau de la page 11 correspond aux frais de restructuration et autres dépenses non récurrentes, traitées comme des éléments non récurrents dans le tableau ci-dessus, alors qu'ils figurent dans les flux opérationnels du tableau de la page 12.

Au premier semestre 2006, le groupe a consommé 19,4 millions d'euros de trésorerie, les opérations courantes générant quant à elles 2,7 millions d'euros. Le BFR a été défavorablement impacté au premier semestre 2006 par l'évolution du mix du chiffre d'affaires et par les pressions commerciales de certains clients en France pour allonger leurs délais de règlement. Le Groupe a également procédé à 10,4 millions d'euros d'investissements opérationnels. Ces investissements correspondent essentiellement aux acquisitions et activations courantes d'équipement, d'amélioration des bâtiments et de logiciels commercialisables.

Les flux de trésorerie non récurrents sont constitués d'une part, de 7,2 millions d'euros de ressources liés à des cessions d'actifs, en particulier la cession de l'ensemble immobilier des Clayes Nord et d'autre part, pour 31,1 millions d'euros, de dépenses exceptionnelles, en particulier 16,2 millions de dépenses liées aux départs transactionnels et 9,2 millions d'euro liées aux acquisitions de sociétés opérées au premier semestre.

A fin juin 2006, le Groupe Bull présente une trésorerie nette de 213,2 millions d'euros. Celle-ci correspond à une trésorerie brute de 295,6 millions d'euros (y compris les placements en garantie qui s'élèvent à 21,3 millions d'euros) à laquelle est soustrait l'endettement du Groupe soit 82,4 millions d'euros.

L'endettement financier du Groupe est essentiellement composé d'un programme de titrisation de créances commerciales en France et de financements externes auxquels sont adossés des contrats de location de matériel en France et à l'international ; il s'agit donc de financements assis sur des actifs du Groupe. Le détail de ces engagements (répartition, conditions, maturité) figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

Périmètre du Groupe

Au premier semestre 2006 ont été finalisés les acquisitions d'AMG.net (services d'intégration, Telcos, Pologne), d'HRBC (ERP ressources humaines, France), et du département Software de Selisa, filiale de Sofipost, spécialisé dans le vidéocodage.

Evènement postérieur

En juillet dernier Bull avait annoncé une révision de son plan Horizon 2008 afin d'actualiser sa vision des performances futures et de ré-estimer deux éléments du bilan (CRMF et Actifs d'impôts différés).

Cet examen confirme les choix stratégiques définis en début d'année. Bull va ainsi poursuivre sa focalisation sur les offres de haute technologie mettant une emphase particulière sur le calcul de haute performance, le stockage, les télécommunications et les services à haute valeur ajoutée.

Le groupe a décidé de prendre certaines actions de redressement dès le deuxième semestre 2006, dont des actions de restructurations d'un montant total situé entre 12 et 15 millions d'euros.

Le 18 septembre 2006 Bull a confié à Oddo et Cie la mise en oeuvre d'un contrat de liquidité dont la publicité légale et réglementaire a été faite le 15 septembre 2006. A ce jour, l'animation du cours dans le cadre de ce contrat de liquidité est le seul objectif poursuivi au titre du programme de rachat approuvé en Assemblée Générale le 17 mai 2006.

Perspectives d'avenir

Bull confirme son objectif d'EBIT pour l'exercice 2006 tel qu'ajusté le 13 juin 2006.

2 – RESULTATS DE LA SOCIETE BULL POUR LE PREMIER SEMESTRE 2006

Bull, société mère du Groupe, a réalisé un profit net de 17,2 millions d'euros pour le premier semestre 2006 par rapport à un profit de 7 millions d'euros au premier semestre 2005.

Pour l'essentiel, le résultat du premier semestre 2006 provient :

- pour (11,2) millions d'euros, de l'impact des résultats des filiales de Bull sur le résultat de la société mère ;
- pour (2,1) millions d'euros de provisions sur les titres Bull auto détenus au 30 juin 2006;
- pour 27,4 millions d'euros de reprise de provision sur la CRMF ;
- pour 3,1 millions d'euros, d'autres produits et charges.

Le résultat du premier semestre 2005 provenait principalement :

- des charges d'exploitation pour environ 1 million d'euros ;
- des charges pour 6 millions d'euros concernant l'impact des résultats des filiales de Bull sur le résultat de la société mère, ainsi que la rémunération des comptes courants ;
- d'un profit non récurrent d'environ 14 millions d'euros réalisé lors de la vente des titres Steria.

Les capitaux propres de Bull, après le profit du premier semestre 2006, s'élèvent à 83 millions d'euros, ils étaient de 66 millions d'euros au 31 décembre 2005. Bull n'a pas distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices et n'escompte pas en distribuer dans un futur proche, afin de privilégier le financement de sa croissance.

Les résultats des principales filiales de Bull pour le premier semestre 2006 sont résumés ci-après :

(en millions d'euros)	Capital	Réserves	Chiffre d'affaires	Résultat net du 1 ^{er} sem.2006	Quote-part du capital détenue %	Valeurs d'inventaire des titres détenus
Bull S.A.S consolidé	36	69	328	(8)	100	94
Bull International S.A.S consolidé	10	32	216	9	100	49
Bull International N.V. consolidé	145	(454)	34	(20)	100	-
Bull Data Systems, Inc. consolidé	-	36	36	7	100	42

3 - ACTIONNARIAT ET OPERATIONS SUR ACTIONS BULL

A fin juin 2006, le capital de Bull est détenu à hauteur de 10,1% par France Telecom, de 3% par NEC, de 2,0% par Debeka et de 84,9% par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement. A la connaissance de la société, les seuls actionnaires détenant plus de 5% du capital sont France Télécom et Deutsche Bank AG, laquelle a signifié à l'AMF le franchissement à la hausse du seuil des 5% du capital le 27 avril 2006. En date du 9 mai 2006 Deutsche Bank AG déclarait détenir 5,31% du capital de Bull, et 5,33% des droits de vote.

Opérations effectuées par Bull sur ses propres actions

Sur la base des autorisations précédemment accordées à la société par l'assemblée générale du 13 avril 2000, d'opérer en bourse sur ses propres actions, dans les conditions de l'article L225-209 du nouveau code de commerce, Bull avait été amenée à racheter 4 668 828 actions en juillet 2000 qui ont été prêtées à la banque chargée de gérer le plan d'épargne Groupe. 7 708 de ces actions ont été remboursées en 2000, 239 963 en 2001, 684 083 en 2002, 388 907 en 2003 et 582 295 actions en 2004. En 2005, le solde des actions, soit 2 765 872 actions, a été restitué à Bull par la banque qui en assurait la gestion. Le total des 4 668 828 actions est porté à l'actif de Bull dans le compte «autres titres immobilisés» des comptes sociaux.

Les actions ainsi détenues par Bull au 31 décembre 2005 représentaient un total de 4 671 510 actions dont 2 682 actions au titre de la régularisation de cours acquises antérieurement à l'exercice 2005, soit un total de 467 151 actions après le regroupement du 19 décembre 2005. Elles seront utilisées conformément à la réglementation européenne et aux directives émises en la matière, aucune utilisation spécifique n'étant envisagée à ce jour.

Au cours du premier semestre 2006, Bull n'a pas fait usage du programme de rachat d'actions renouvelé par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 17 mai 2006.

Capital autorisé mais non émis

L'Assemblée générale mixte des actionnaires du 17 mai 2006 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital social dans la limite de trois cent millions d'euros, par l'émission de tout type de valeurs mobilières donnant accès au capital social, avec et sans droit préférentiel de souscription. Il n'a pas été fait usage de cette autorisation au cours du premier semestre 2006

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2006
PERIODE DU PREMIER JANVIER AU 30 JUIN 2006

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du code de commerce, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Bull, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en œuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris et Neuilly-sur-Seine, le 31 octobre 2006

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton

**Membre français de Grant Thornton
International**

Deloitte & Associés

Daniel KURKDJIAN Vincent PAPAIZIAN

Albert AIDAN

BILAN CONSOLIDE AU 30 JUIN 2006

ainsi qu'au 31 DÉCEMBRE 2005

(en millions d' euros)	au 30 juin	au 31 dec.
A C T I F	2006	2005
Actifs non courants		
Immobilisations incorporelles (note 4)	4,3	4,7
Immobilisations corporelles (note 5)	60,4	59,7
Goodwill (note 6)	20,0	9,7
Actifs financiers non courants (note 7)	11,6	10,8
Impôts différés - actif (note 22)	32,0	51,7
Total actifs non courants	128,3	136,6
Actifs courants		
Stocks et en-cours (note 8)	43,4	33,8
Créances Clients (note 9)	255,6	284,0
Autres actifs courants (note 10)	64,5	52,1
Placements en garantie	21,3	14,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie	274,3	300,1
Total actifs courants	659,1	684,9
TOTAL DE L'ACTIF	787,4	821,5
(en millions d' euros)	au 30 juin	au 31 dec.
P A S S I F	2006	2005
Capitaux propres :		
Capital (note 11)	9,7	9,7
Réserves liées au capital (note 12)	265,0	260,6
Ecart de conversion	(14,6)	(12,2)
Réserves de réévaluation	0,3	0,3
Résultat accumulé non distribué	(169,2)	(173,1)
Capitaux propres	91,2	85,3
- dont capitaux propres - part groupe	91,1	85,3
- dont intérêts minoritaires (note 13)	0,1	-
Emprunts et passifs financiers non courants (note 14)	13,9	8,8
Provision pour clause de retour à meilleure fortune (note 15)	26,7	54,0
Provisions pour retraites et autres avantages du personnel	127,0	131,1
Provisions (note 16)	28,7	30,5
Total passifs non courants hors capitaux propres	196,3	224,4
Passifs courants :		
Dettes fournisseurs	166,4	165,9
Clients : avances et acomptes reçus	6,2	7,8
Impôts à payer sur les bénéfices	3,9	5,5
Produits perçus d'avance	5,3	5,3
Autres passifs courants (note 17)	249,6	252,8
Emprunts et passifs financiers courants (note 18)	68,5	74,5
Total passifs courants	499,9	511,8
TOTAL DU PASSIF	787,4	821,5

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT SEMESTRIEL CONSOLIDÉ AU 30 JUIN 2006
ainsi qu'au 30 Juin 2005

(en millions d' euros)	Premier semestre	
	2006	2005
Activités ordinaires		
Produits	264,8	275,0
Maintenance	123,7	140,2
Service	170,7	156,6
Chiffre d'affaires	559,2	571,8
Coûts des produits et services vendus	(417,9)	(420,9)
Marge brute	141,3	150,9
Frais de recherche et développement	(24,1)	(27,2)
Frais commerciaux	(63,5)	(61,6)
Frais administratifs	(44,5)	(43,7)
Résultat de change sur flux opérationnels	0,1	(0,1)
Résultat avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers	9,3	18,3
Autres produits opérationnels (note 20)	3,2	14,3
Autres charges opérationnelles (note 20)	(16,3)	(17,0)
Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées (note 21)	1,0	(1,8)
Résultat opérationnel	(2,8)	13,8
Coûts de financement	(4,8)	(4,6)
Produits de financement	4,5	3,6
Résultat avant Impôts	(3,1)	12,8
Impôts sur les bénéfices (note 22)	(0,8)	(3,4)
Provision pour clause de retour à meilleure fortune (note 15)	27,3	-
Impôts différés (note 22)	(19,7)	-
RÉSULTAT NET	3,7	9,4
Dont :		
- Part du groupe	3,9	9,4
- Part minoritaire	(0,2)	-
Résultat net par action part du groupe (note 23)	0,04	0,10
Résultat net dilué par action part du groupe (note 23)	0,04	0,09

(*) Le nombre d'actions à fin juin 2005 a été retraité pour tenir compte du regroupement d'actions intervenu le 19 décembre 2005 à la parité de 10 actions anciennes pour 1 action nouvelle

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

Pour le premier semestre 2006 et 2005

(en millions d' euros)	1er sem. 2006	1er sem. 2005
Trésorerie et équivalents de trésorerie début de l'exercice	300,1	270,5
Résultat net part du groupe	3,9	9,4
Intérêts minoritaires	(0,2)	-
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
. Amortissements	8,8	8,4
. Provisions	(14,2)	(2,5)
. Provision pour clause de retour à meilleure fortune	(27,3)	-
. Coûts et produits de financement	0,3	1,0
. Impôts différés	19,7	-
. Charge d'impôts courants	0,8	3,4
. Paiements effectués au titre de l'impôt sur les sociétés	2,5	1,1
. Charge de rémunération des plans de stock-options	1,7	0,8
. (Plus)/Moins-values sur cession d'immobilisations	(3,2)	(14,3)
. Quote part des résultats des entreprises associées	(1,3)	(0,3)
. Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	(9,3)	(12,3)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité		
. Clients et avances clients	26,4	(5,6)
. Autres actifs courants	(2,4)	0,9
. Stock et en-cours	(9,7)	(13,7)
. Fournisseurs, avances et acomptes fournisseurs	(5,3)	(3,7)
. Autres passifs courants (*)	1,4	10,0
Flux de trésorerie générés/(requis) par l'activité	(7,4)	(17,4)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(9,6)	(5,1)
Acquisitions d'autres actifs non courants	(11,1)	(1,3)
Produits résultant de la vente d'immobilisations corporelles et incorporelles	5,6	40,6
Incidence des variations de périmètre	(1,1)	-
Flux de trésorerie générés/(requis) par les investissements	(16,2)	34,2
Augmentation de capital et primes	2,7	1,6
Actions auto-détenues	-	(0,1)
Variation des dettes à long et moyen terme	5,0	(1,6)
Variation nette d'utilisation des ligne de crédit à court terme	(5,9)	1,0
Coûts et produits de financement	(0,3)	(1,0)
Flux de trésorerie générés/(requis) par les financements	1,5	(0,1)
Effets de variations de taux de change	(3,7)	3,3
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de semestre	274,3	290,5
(*) dont paiements effectués au titre des intérêts d'emprunts	1,7	1,3

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

Les flux de chaque rubrique de transaction en monnaie étrangère sont déterminés dans la devise de chaque pays, puis convertis en euros en utilisant un taux moyen sur l'année. La différence de conversion avec les calculs retenus pour le bilan et le compte de résultat est reporté dans la ligne "Effet des variations de taux de change" qui regroupe ainsi l'ensemble des différences de chaque rubrique.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés pour le premier semestre 2005 et 2006
CAPITAUX PROPRES - PART DU GROUPE

(en millions d' euros)

	Capital émis	Réserves liées au capital	Réserves liées aux écarts de conversion	Réserves de réévaluation	Résultat accumulé non distribué	Sous-total	Minoritaires	TOTAL
Solde au 1er janvier 2005	9,6	258,6	(14,3)	14,7	(188,9)	79,7	-	79,7
Écarts de conversion	-	-	1,2	-	-	1,2	-	1,2
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	0,2	-	0,2	-	0,2
Reprise en résultat des variations de juste valeur des titres disponibles à la vente lors de leur cession	-	-	-	(12,8)	-	(12,8)	-	(12,8)
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	1,2	(12,6)	-	(11,4)	-	(11,4)
Résultat net du semestre	-	-	-	-	9,4	9,4	-	9,4
Total des profits/(pertes) nets de l'exercice	-	-	1,2	(12,6)	9,4	(2,0)	-	(2,0)
Augmentation de capital	0,1	1,5	-	-	-	1,6	-	1,6
Actions d'autocontrôle	-	(0,1)	-	-	-	(0,1)	-	(0,1)
Paiements sous forme d'actions - stock options	-	0,8	-	-	-	0,8	-	0,8
Solde au 30 juin 2005	9,7	260,8	(13,1)	2,1	(179,5)	80,0	-	80,0
Solde au 1er janvier 2006	9,7	260,6	(12,2)	0,3	(173,1)	85,3	-	85,3
Écarts de conversion	-	-	(2,4)	-	-	(2,4)	-	(2,4)
Variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-	-	-
Reprise en résultat des variations de juste valeur des titres disponibles à la vente lors de leur cession	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des produits et charges comptabilisés directement dans les capitaux propres	-	-	(2,4)	-	-	(2,4)	-	(2,4)
Résultat net du semestre	-	-	-	-	3,9	3,9	(0,2)	3,7
Total des profits/(pertes) nets de l'exercice	-	-	(2,4)	-	3,9	1,5	(0,2)	1,3
Augmentation de capital (minoritaires)	-	2,7	-	-	-	2,7	0,3	3,0
Actions d'autocontrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements sous forme d'actions - stock options	-	1,7	-	-	-	1,7	-	1,7
Arrondis	-	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Solde au 30 juin 2006	9,7	265,0	(14,6)	0,3	(169,3)	91,1	0,1	91,2

Les notes annexes font partie intégrante des comptes consolidés

ANNEXE RESUMEE AUX COMPTES CONSOLIDES

1 – ORGANISATION

Les comptes consolidés du Groupe Bull comprennent les comptes de Bull, de Bull S.A.S, de Bull International S.A.S, de Bull International N.V., et de Bull Data Systems Inc., ainsi que ceux de leurs filiales.

A fin juin 2006, le capital de Bull est détenu à hauteur de 10,1% par France Telecom, de 3% par NEC, de 2,0% par Debeka et de 84,9% par le public, des salariés de Bull et des fonds d'investissement.

Bull, société mère du Groupe, est une société anonyme, dont le siège social se situe en France, rue Jean Jaurès - Les Clayes sous Bois (78340). Cette société est cotée en Bourse sur la place de Paris. Les comptes consolidés au 30 juin 2006 ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 18 octobre 2006.

2 – ACTUALISATION DU PLAN HORIZON 2008

Le 13 juin, Bull a publié un communiqué indiquant :

- Une nette dégradation des perspectives de la filiale italienne devant entraîner une perte d'exploitation de 19 millions d'euros en 2006 pour cette filiale, avec un impact équivalent sur le résultat consolidé du Groupe, avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers ;
- Une évolution moins dynamique que prévue sur le marché des serveurs ouverts : impact négatif d'environ 6 millions d'euros sur le résultat consolidé du Groupe, avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers ;
- Un chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2006 stable par rapport à celui de 2005, au lieu d'une croissance de 4 à 4,5%, ainsi qu'un résultat consolidé du Groupe, avant impôts, autres produits et charges opérationnels et financiers, compris entre 13 et 18 millions d'euros, contre 40 à 45 millions d'euros initialement prévus.

Suite à la révision de ses objectifs sur l'année 2006 Bull a procédé à une actualisation du plan Horizon 2008, présentée au conseil du 18 octobre 2006. Ce plan Horizon 2008 sert de base au calcul de la CRMF (Clause de Retour à Meilleure Fortune), dont bénéficie l'Etat français (voir note 15 - Provision pour clause de retour à meilleure fortune), et à la détermination des actifs d'impôts différés (voir note 22 - Impôts sur les bénéfices)..

En conséquence de cette actualisation, la CRMF a été réduite de 27,3 millions d'euros, cette dette au bilan passant donc de 54 millions d'euros à fin 2005 à 26,7 millions d'euros au 30 juin 2006.

Parallèlement, l'actif d'impôts différés a été réduit de 19,7 millions d'euros, cet actif au bilan passant donc de 51,7 à fin 2005 à 32 millions d'euros au 30 juin 2006.

3 – PRINCIPE D'ETABLISSEMENT DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

Les comptes consolidés semestriels 2006 sont présentés conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêtés intermédiaires.

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières sont conformes à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2005 et décrits dans le rapport annuel de l'exercice 2005. Les nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2006 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date de la clôture des comptes, sont également appliquées, mais n'ont pas d'effet significatif sur l'information financière présentée.

En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe Bull fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des comptes consolidés du groupe Bull exige que la direction se fonde sur des hypothèses et qu'elle effectue des estimations qui ont un impact sur les montants qui apparaissent dans les états financiers relatifs aux actifs et aux passifs existants, aux charges et aux produits, aux actifs et passifs éventuels, ainsi que dans les annexes relatives aux comptes annuels consolidés. Le Groupe établit régulièrement des estimations, notamment celles qui ont trait aux créances douteuses, aux provisions pour dépréciation des stocks et en-cours, aux participations, à la valeur comptable des immobilisations incorporelles et corporelles, aux impôts différés actifs (cf. note 22) à la clause de retour à meilleure fortune à verser à l'Etat français (cf. note 15), aux restructurations, aux engagements de retraite, aux passifs éventuels et aux litiges. Les estimations du Groupe sont fondées sur son expérience passée et sur diverses autres hypothèses qu'il juge raisonnables au vu des circonstances et qui constituent le fondement de l'évaluation d'actifs et de passifs dont la valeur comptable n'est pas immédiatement déterminable d'après d'autres sources.

En raison des incertitudes inhérentes à tout processus d'évaluation, il est donc possible qu'au moment du dénouement des opérations concernées, les résultats réels sont susceptibles de différer de ces estimations et d'avoir une incidence sur les états financiers des périodes futures. Les estimations utilisées sont détaillées dans les notes correspondantes.

SAISONNALITE

Les quatre dernières années, le chiffre d'affaires de chaque semestre était relativement équilibré. A l'intérieur de chaque semestre, le dernier mois est plus fort que les cinq précédents. Les dépenses opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	1.01.2006	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Effet de change	30.06.2006
Frais de développement capitalisés	8,7	0,7	(0,1)	0,1	9,4
Autres immobilisations incorporelles	0,5	-	-	-	0,5
Amortissements et dépréciations	(4,5)	(1,1)	0,1	(0,1)	(5,6)
Immobilisations incorporelles nettes	4,7	(0,4)	-	-	4,3

5 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

NATURE ET VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	1.01.2006	Acquisitions Dotations	Cessions Reprises	Effet de change	30.06.2006
Terrains, constructions, matériel et outillage	321,0	10,4	(34,8)	(2,2)	294,4
Matériel de location	31,8	0,3	(1,4)	(0,7)	30,0
Amortissements et dépréciations	(293,1)	(8,5)	35,1	2,5	(264,0)
Total	59,7	2,2	(1,1)	(0,4)	60,4

6 – GOODWILL

Les « Goodwills » par entité s'analysent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
Bull HN Information Systems Inc. (Etats-Unis)	2,2	2,2
Bull International N.V. (Pays-Bas)	6,1	6,1
Bull S.A.S. (France)	1,4	1,4
HRBC (France)	3,3	-
AMG Net (Pologne)	7,1	-
Total	20,0	9,7

Le goodwill représente la différence résiduelle après affectation à la juste valeur qui est constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et la part de l'entreprise détentrice dans ses capitaux propres.

L'application de ce principe d'évaluation a conduit le Groupe à constater un goodwill de 3,3 millions d'euros lors de l'acquisition de la totalité de la société HRBC (France) et de 7,1 millions d'euros lors de l'acquisition de l'intégralité de la société AMG Net (Pologne). Ces deux acquisitions sont intervenues fin avril 2006.

Conformément à la norme IAS 36, les goodwills font l'objet de tests de dépréciation annuels, et ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs, pour déterminer les pertes de valeur éventuelles. A fin juin 2006, aucune dépréciation n'avait été constatée.

7 – ACTIFS FINANCIERS - NON COURANTS

(en millions d'euros)

	1.01.2006	Acquisitions	Cessions	Ajustement de valeur	Effet de change	30.06.2006
Actifs financiers disponibles à la vente	2,2	-	-	-	(0,2)	2,0
Prêts et avances	4,7	-	-	-	-	4,7
Participation dans les entreprises associées	2,6	-	-	1,0	-	3,6
Paiements d'avance sur fonds de pension	1,3	-	-	-	-	1,3
Total	10,8	-	-	1,0	(0,2)	11,6

Actifs financiers disponibles à la vente : les "Actifs financiers disponibles à la vente" comprennent pour l'essentiel les titres suivants : Keynectis (16,06%) évalués pour 1 million d'euros, Safelayer (15%) valorisés pour 0,5 million d'euros, Sun microsystems pour une valeur de 0,2 million d'euros, Datamat Spa pour 0,2 million d'euros et Parmalat pour 0,1 million d'euros ; le pourcentage de détention de ces trois dernières valeurs est non significatif (moins de 0,10% du capital).

Prêts et avances : ils concernent pour l'essentiel des prêts entrant dans le cadre de l'aide à la construction en faveur des salariés.

Participations dans les entreprises associées : au 30 juin 2006, comme à fin décembre 2005, ce poste comprend pour l'essentiel les participations dans les sociétés françaises Bull Finance (48,6%) et Séres (34,0%). La valeur de ces participations a été réévaluée de 1 million d'euros, compte tenu des résultats favorables qu'elles ont enregistrées.

La part de résultat net dans les entreprises associées correspondant aux intérêts du Groupe Bull est incluse dans le compte de résultat consolidé à la ligne intitulée "Quote-part dans les résultats nets des entreprises associées".

Paiements d'avance sur fonds de pension : le paiement d'avance sur les fonds de pension concerne l'Irlande où la valeur des actifs du plan « fondé » excède les dettes actualisées vis-à-vis du personnel.

8 – STOCKS ET EN-COURS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
Produits finis	40,6	35,9
Produits en cours, matières premières et fournitures	18,7	23,6
Pièces de rechange	32,3	37,2
Provision pour dépréciation	(48,2)	(62,9)
Total	43,4	33,8

9 – CREANCES CLIENTS

Contrats de location de matériel

Les contrats non résiliables de location à moyen terme comptabilisés comme des ventes pour la valeur actualisée des locations minima à recevoir correspondent à des volumes d'activité non significatifs. En général, ces contrats de location de matériel sont souscrits pour une période initiale d'un ou deux ans pendant laquelle ils ne sont pas résiliables.

Les contrats de location de matériel adossés à des financements externes sans recours sur Bull sont comptabilisés, selon les critères des normes IAS 17, IAS 32 et IAS 39. Les créances cédées dans le cadre de ces contrats ont été reconsolidées en créances clients pour le montant de l'encours de loyers restant dû.

Contrats de construction

Bull réalise des contrats de construction dans de multiples pays, comptabilisés en fonction de l'état d'avancement. Pour les contrats réalisés en France et en Italie, qui représentent la majorité des contrats de construction significatifs, le degré d'avancement est déterminé sur la base des coûts encourus pour les travaux exécutés. Pour les autres contrats la méthode des points de passage contractuellement définis (milestones), qui atteste de l'avancement en termes physiques d'une partie des travaux, est utilisée.

L'analyse de l'ensemble des contrats français et italiens se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06 2006	31.12 2005
	Total	Total
• Montant des produits des contrats comptabilisés en produits	39,7	75,4
• Pour les contrats en cours à la fin de la période :		
a) Montant total des coûts encourus et des bénéfices comptabilisés (moins les pertes comptabilisées)	89,1	74,9
b) Montant brut dû par les clients pour les travaux du contrat	19,3	14,7
c) Montant brut dû au client pour les travaux du contrat	(1,3)	(1,9)
d) Avances reçues	-	-

Cession de créances clients

En France, le contrat de titrisation de créances, démarré le 15 janvier 2003, s'est poursuivi au cours des exercices 2004 et 2005 et a été reconduit jusqu'au 15 décembre 2006.

Le financement obtenu est de 56,4 millions d'euros à fin juin 2006, contre 55,5 millions d'euros à fin décembre 2005. Ces montants sont inclus au passif dans les emprunts et passifs financiers courants.

Dans le cadre des contrats de location mentionnés ci-dessus, l'examen, selon les critères des IAS 32 et IAS39, de certaines cessions de créances réalisées en France et dans les autres pays d'Europe, a conduit à reconstruire le montant des créances cédées à l'actif du bilan. Un passif financier, courant et non courant, a été comptabilisé pour la contrepartie reçue. Ainsi, en France, l'encours de cessions de créances avec recours est à fin juin 2006 de 8,3 millions d'euros contre 8,9 millions d'euros à fin décembre 2005 ; dans les autres pays d'Europe, l'encours de cessions de créances avec recours est à fin juin 2006 de 8,8 millions d'euros contre 17,2 million d'euros à fin décembre 2005.

Valeur des créances clients

La valeur nette comptable des créances clients, telle qu'elle est rapportée au bilan, reflète leur valeur de marché et se détaille ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Total	Echéance à moins d'un an	Echéance à plus d'un an (*)
Au 30.06.2006			
Valeur brute	266,9	253,8	13,1
Dépréciation	(11,3)	(11,3)	-
Valeur nette	255,6	242,5	13,1
Au 31.12.2005			
Valeur brute	294,4	262,6	31,8
Dépréciation	(10,4)	(10,4)	-
Valeur nette	284,0	252,2	31,8

(*) Les créances à plus d'un an regroupent les facturations dont le paiement est dû par le client à un an ou plus, soit typiquement la partie à plus d'un an des créances relevant d'un contrat non résiliable de location à moyen terme et la part à plus d'un an des créances cédées avec recours.

10 – AUTRES ACTIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
Créances sur financement R&D	4,6	5,6
Créances fiscales	3,7	2,7
Avances fournisseurs	14,2	8,5
Créances liées au personnel	1,5	1,4
Dépôts et cautionnements versés	13,6	11,1
Autres créances liées à l'exploitation	6,6	7,0
Charges constatées d'avance	20,3	15,8
Total	64,5	52,1

11 - CAPITAL

Au 30 juin 2006, le capital de Bull est constitué de 96 786 335 actions d'une valeur nominale de 0,10 euro chacune.

En mars 2006, le capital a été augmenté de 310 actions à la suite de l'exercice par des salariés américains de leurs plans d'option de souscription d'actions.

Toutes les actions émises sont intégralement libérées.

Au 30 juin 2006, Bull auto-détenait 467 150 actions de son capital, représentant une valeur de marché de 2,4 millions d'euros.

12 - RESERVES LIEES AU CAPITAL

Fin juin 2006, le montant des réserves liées au capital est de 265 millions d'euros contre 260,6 millions d'euros à fin décembre 2005. Cet accroissement de valeur se détaille ainsi :

- 1,7 millions d'euros au titre du plan de souscription d'actions 2004, réservé aux salariés du Groupe, à l'exception de ceux qui ont participé à l'opération "Actionnaires et partenaires".

- 2,7 millions d'euros au titre de la prime d'émission liée à l'augmentation de capital d'Evidian réservée et souscrite par NEC le 31 janvier 2006 l'amenant ainsi à détenir 8% du capital. A la suite de cette opération le pourcentage d'intérêt de Bull dans Evidian a été ramené à 92 % . Cette situation n'étant pas traitée dans le référentiel IFRS applicable en 2006, Bull a décidé d'anticiper, sur ce point précis, les dispositions du projet "Business combinations - phase II" qui réaffirme entre autres sujets, que les intérêts minoritaires font partie des capitaux propres et qu'à ce titre, les transactions avec des minoritaires sont considérées comme des transactions entre actionnaires, justifiant que les gains et pertes liés à la cession d'instruments de capitaux propres à des actionnaires minoritaires puissent être comptabilisés directement en capitaux propres. Bull entend à l'avenir, appliquer cette méthode de façon constante sur toutes les opérations de même nature.

13 – INTERETS MINORITAIRES

Ils concernent la participation de 8% prise par NEC le 31 janvier 2006 dans la société Evidian France suite à une opération d'augmentation de capital .

14 - EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
REPARTITION PAR NATURE		
Emprunts obligataires - Océanes	0,2	0,2
Emprunt obligataire - NEC	7,0	-
Financement sur créances cédées avec recours	6,1	7,9
Emprunts bancaires	0,6	0,7
Total	13,9	8,8
REPARTITION PAR DEVICES		
Euro	10,3	3,8
Livre sterling	3,6	5,0
Total	13,9	8,8

Emprunts obligataires - Océanes

Au 30 juin 2006, la dette obligataire consiste en 58 629 Océanes émises en mai 2000, d'une valeur nominale de 15,75 euros, remboursables le 1^{er} janvier 2033 portant intérêt de 0,1% l'an. Ces obligations représentent la part des 11 495 396 titres initialement émis, non convertis en capital, à la suite de l'offre publique d'échange intervenue en juin - juillet 2004 et complétée en mars 2005.

Emprunts obligataires - NEC

Le 31 janvier 2006, NEC Corporation a souscrit à un emprunt obligataire convertible en actions, de 6.998.420 € émis par Evidian France (valeur nominale par obligation : 1€). Cet emprunt donne droit lors de la conversion à 15 415 020 actions de Evidian France au prix de 0,454 € par action. Les obligations portent intérêt au taux du marché (EURIBOR à un an + 0,75 points de base).

La conversion des obligations en actions se fera automatiquement en totalité 10 jours après l'approbation par l'assemblée générale des actionnaires des comptes sociaux de l'exercice 2008,

- si EVIDIAN atteint en cumul sur 2007-2008 un EBIT ("résultat courant hors gains et pertes exceptionnels" selon les termes de l'accord du 28 décembre 2005) de 5 millions d'euros.
- pour 2007 seulement, un EBIT positif étant entendu que pour cet exercice, le résultat opérationnel dont il sera tenu compte sera retraité afin d'exclure l'impact de l'activité relevant des produits NEC.

A défaut de conversion automatique les obligations seront remboursables en totalité au 31 janvier 2011. De son côté, EVIDIAN conserve la faculté de rembourser les obligations en une seule fois à tout moment à sa convenance.

15 - PROVISION POUR CLAUSE DE RETOUR A MEILLEURE FORTUNE

Le 20 février 2004, l'Etat français a notifié à la Commission Européenne un projet d'aide à la restructuration à Bull, assortie d'une clause de retour à meilleure fortune (CRMF). Après l'autorisation de la Commission le 1er décembre 2004, l'Etat a versé une aide de 517 millions d'euros le 14 janvier 2005. Les conditions d'application de la CRMF sont les suivantes :

Bull s'engage à verser à l'Etat, pendant une période de huit exercices commençant le premier janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2012, sur la base des comptes arrêtés au titre de ces exercices, une somme égale à 23,5% de la fraction excédant 10 millions d'euros du résultat courant consolidé avant impôts de l'exercice de Bull (RCAI) tel qu'il ressortira chaque année. Ce versement, qui doit intervenir chaque année après l'approbation des comptes de l'exercice par l'assemblée générale annuelle de la société, est applicable sous les conditions cumulatives suivantes :

- 1) le RCAI de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 2) le flux de trésorerie généré par les opérations de l'exercice considéré est supérieur ou égal à 10 millions d'euros ;
- 3) les capitaux propres consolidés de Bull, après application de la CRMF au cours d'un exercice, ne deviennent pas inférieurs à 10 millions d'euros.

Si, pour un exercice donné, l'un quelconque des trois critères ci-dessus n'est pas rempli, aucune somme ne sera due par Bull en application de la CRMF au titre de cet exercice.

Par ailleurs, Bull pourra à son initiative et à tout moment, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004 par l'assemblée générale annuelle de la société, procéder au rachat anticipé de la CRMF dans des conditions définies.

De même, dans l'hypothèse où Bull ferait l'objet d'une prise de contrôle, l'Etat peut, à compter de l'approbation des comptes de l'exercice 2004, demander à Bull de procéder au rachat anticipé de la CRMF.

A la clôture de juin 2006, et à la suite de l'actualisation du plan Horizon 2008 présenté au Conseil d'Administration du 18 octobre 2006 (en conséquence de l'avertissement sur les résultats publié le 13 juin 2006), la provision pour CRMF a été réduite de 54 millions d'euros, fin 2005 à 26,7 millions d'euros au 30 juin 2006. Les différentes estimations de remboursement de la CRMF prennent en compte certaines modalités d'application de la CRMF et sont affectées d'un taux d'actualisation intégrant les facteurs d'incertitude de l'activité.

Aucun versement n'a été effectué au titre de l'exercice 2005 et du premier semestre 2006.

16 – PROVISIONS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
Loyers des locaux inoccupés	8,5	8,4
Risques fiscaux	10,0	10,7
Risques sur financements de Recherche et développement	2,9	2,9
Restructurations antérieures à 2002	2,8	2,8
Divers	4,5	5,7
Total	28,7	30,5

17 – AUTRES PASSIFS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
Frais de personnel et engagements assimilés	101,1	102,1
Restructurations antérieures à 2002	1,9	2,2
Garanties, risques produits et litiges clients	18,5	19,2
Factures à recevoir	68,9	60,0
Divers	59,2	69,3
Total	249,6	252,8

18 - EMPRUNTS ET PASSIFS FINANCIERS COURANTS

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006	31.12.2005
REPARTITION PAR NATURE		
Financement sur créances cédées avec recours	11,0	18,3
Programme de titrisation de créances	56,4	55,5
Emprunts bancaires	0,9	0,4
Découverts bancaires	0,2	0,3
Total	68,5	74,5
REPARTITION PAR DEVICES		
Euro	65,7	70,1
Livre sterling	2,8	4,4
Total	68,5	74,5

19 – CONCENTRATION DE RISQUE CREDIT SUR UN TIERS

A l'exception des soldes relatifs aux sociétés apparentées, aucun client ne représente plus de 10% du total clients.

20 – AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

Les "Autres produits et charges opérationnels" de nature non récurrente regroupent les postes suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2006	Premier semestre 2005
AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS		
Gains sur cessions d'actifs corporels et financiers (*)	3,2	14,3
Total	3,2	14,3
AUTRES CHARGES OPERATIONNELLES		
Coût des départs transactionnels	(16,1)	(16,5)
Divers	(0,2)	(0,5)
Total	(16,3)	(17,0)

(*) Les gains sur cessions d'actif corporels et financiers s'analysent ainsi :

- Lors du premier semestre 2006, une plus-value nette de 3,1 millions d'euros réalisée lors d'une cession immobilière en France.
- Lors du premier semestre 2005, une plus-value nette de 13,8 millions d'euros réalisée lors de la cession des titres Steria et un profit de 0,3 million d'euros intervenu lors d'une cession d'immeuble en Belgique.

21 – RESULTATS DES ENTREPRISES ASSOCIEES

La quote-part des résultats des entreprises associées est un profit de 1 million d'euros concernant les sociétés Bull Finance et Sères (cf. note 6 : Actifs financiers non courants).

22 – IMPOTS SUR LES BENEFICES

Le Groupe Bull est assujéti à divers impôts sur les bénéfices conformément à la législation fiscale en vigueur dans les différents pays où il exerce ses activités.

Bull n'est pas placé sous le régime du bénéfice mondial et seules les sociétés françaises sont intégrées fiscalement à l'exception des sociétés Evidian et Serrib.

La charge d'impôt sur les bénéfices s'analyse comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2006	Premier semestre 2005
Impôts exigibles	0,8	3,4
Produits d'impôts différés	-	-
Charge d'impôts sur les bénéfices	0,8	3,4

Les impôts différés actifs et passifs se détaillent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2006	Premier semestre 2005
Impôts différés - actif	32,0	51,7
Impôts différés - passif	-	-
Impôts différés - net	32,0	51,7

Depuis ces trois dernières années, le groupe Bull a affiché un profit d'exploitation illustrant un retour durable à la rentabilité. A fin 2004, les incertitudes qui pesaient sur Bull ont été complètement levées grâce à la réussite du plan de recapitalisation. Dès lors, il a paru raisonnable de reconnaître au bilan consolidé une partie des impôts différés actifs dont le Groupe Bull disposait au 31 décembre 2004 ; il a été ainsi tenu compte de la capacité bénéficiaire de dégager des résultats courants avant impôts, conformément au plan stratégique du Groupe présenté par l'Etat français à la Commission européenne pour l'attribution de l'aide à la restructuration assorti de la clause de retour à meilleurs fortune (CRMF). Le montant des actifs d'impôts différés a été estimé à 51,7 millions d'euros compte-tenu des prévisions de résultats fiscaux.

Au 31 décembre 2005, le Groupe a mis à jour le calcul des impôts différés actifs à reconnaître au bilan consolidé sur la base d'une part des consommations de différences temporaires et de déficits reportables de l'exercice 2005 et d'autre part des résultats prévisionnels annuels du Groupe, tels qu'ils ressortent du plan stratégique dont la dernière version a été présentée au Conseil d'Administration du 21 février 2006. Sur ces bases actualisées, le montant des impôts différés actifs a été maintenu à 51,7 millions d'euros au 31 décembre 2005.

Suite à l'actualisation du plan Horizon 2008, dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés semestriels résumés au 30 juin 2006, il a été décidé, compte tenu des perspectives de résultats fiscaux des principales entités du Groupe, de réduire le montant des actifs différés d'impôts de 19,7 millions d'euros, ramenant ainsi le montant des actifs d'impôts différés à 32 millions d'euros.

23 – RESULTAT PAR ACTION

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2006	Premier semestre 2005
Résultat net - part du Groupe	3,9	9,4
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	96 786,2	96 597,1
Résultat net par action - part du groupe	0,04	0,10
Nombre d'actions ordinaires et potentielles	99 967,3	98 881,9
Résultat net dilué par action - part du groupe	0,04	0,09

Le nombre d'actions à fin juin 2005 a été retraité pour tenir compte du regroupement d'actions intervenu le 19 décembre 2005, à une parité de 10 actions anciennes de 0,01 euro de nominal pour une action nouvelle de 0,10 euro.

24 – PLAN D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Le Groupe a instauré des plans d'options de souscription d'actions lors des années suivantes : 1998, 2000, 2001, 2004, 2005 et 2006. Le détail des plans de souscription d'actions octroyés de 1998 à 2005 figure dans le rapport annuel 2005 à la note 26 de l'annexe aux comptes consolidés.

En 2006, de nouvelles options de souscription d'actions ont été attribuées générant une charge additionnelle de 1,7 million sur le premier semestre 2006.

- 120 000 options lors du Conseil d'administration du 21 février 2006, au prix de 10,15 € par action nouvelle.
- 25 000 options le 9 mai 2006, au prix de 9,52 € par action nouvelle.

Récapitulatif des options potentiellement exerçables au 30 juin 2006

Synthèse des plans d'options de souscription d'actions au 30 juin 2006 (actions de 0,1 € de nominal)						
	Plans 1998	Plans 2000	Plan 2001	Plan 2004	Plans 2005	Plans 2006
Solde des options exerçables	1 063	145 777	-	1 429 438	1 454 000	145 000
- dont par les mandataires sociaux	-	12 309	-	100 000	-	100 000
- dont par les membres du Comité opérationnel	-	-	-	100.000	385 000	-

25 – TRANSACTIONS AVEC DES SOCIETES APPARENTEES

<i>(en millions d'euros)</i>	Premier semestre 2006	Premier semestre 2005
Transactions avec NEC		
Ventes	1,0	0,8
Comptes à payer au 30.06	6,5	6,6
Comptes à recevoir au 30.06	1,3	1,4
Transactions avec Debeka		
Ventes	4,2	5,8
Comptes à recevoir au 30.06	1,0	0,8
Transactions avec France Telecom		
Ventes	22,5	21,7
Comptes à payer au 30.06	3,0	1,1
Comptes à recevoir au 30.06	8,5	16,6

26 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan, reçus ou donnés à fin juin 2006, se résument ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	30.06.2006
Engagements de bail	96,1
Avals, cautions et garanties données	
- garanties de bonne exécution	20,2
- garantie de soumission	2,1
- garantie de restitution d'acomptes	3,6
- garanties taxes et douane	0,4
- retenues de garantie	1,7
- autres garanties	0,7
Rachats de matériel	1,9
Total	126,7

Au 31 décembre 2005, le montant total des engagements hors bilan, reçus ou donnés, s'élevait à 134,6 millions d'euros.

ENGAGEMENTS DE BAIL

Les engagements de bail minima pris dans le cadre de baux à long terme non résiliables, principalement des baux immobiliers, souscrits par le Groupe Bull ne sont recensés exhaustivement qu'une fois par an. Ces engagements s'élevaient à 96,1 millions d'euros au 31 décembre 2005 et s'échelonnaient ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	
2006	19,3
2007	13,3
2008	9,7
2009	5,4
2010	3,9
2011 et années suivantes	44,5
Total	96,1

AUTRES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Outre les engagements de bail et ceux décrits en liaison avec les dettes à long et moyen terme, les sociétés du Groupe Bull, dans le cadre de la marche normale de leurs affaires, ont pris des engagements contractuels s'élevant à 30,6 millions d'euros à fin juin 2006 contre 38,5 millions d'euros à fin décembre 2005.

Les activités Services, et en particulier celles concernant l'infogérance, sont conclues avec des engagements de durée pouvant prévoir des indemnités.

La société n'a pas d'engagement de rachat des minoritaires en vigueur concernant ses participations.

Faits exceptionnels et litiges

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas de litige ou arbitrage susceptible d'avoir ou ayant eu dans le passé récent une incidence sensible sur la situation financière, l'activité, le patrimoine et le résultat de Bull et des filiales du Groupe Bull.

Diverses réclamations et actions en justice sont en cours. Le Groupe fait notamment l'objet de demandes, directes ou indirectes, formulées par des tiers pour un montant cumulé de l'ordre de 25 millions d'euros. Toutes les pertes qui peuvent raisonnablement être anticipées à ce jour ont été provisionnées.

27 – REPARTITION DES ACTIVITES DU GROUPE PAR SEGMENT GEOGRAPHIQUE

Bull est un groupe international opérant dans le domaine des technologies de l'information. Basé en Europe, le Groupe Bull effectue des opérations dans plus de 100 pays. Les sociétés du Groupe commercialisent une large gamme d'équipements informatiques, de logiciels d'administration, et de services destinés aux activités scientifiques, industrielles et commerciales du secteur public et du secteur privé.

Le Groupe gère et contrôle ses opérations selon un axe primaire par segment géographique et selon un axe secondaire sur la base des segments d'activité décrits plus loin.

Depuis le 1er janvier 2002, seules les marges brutes sont détaillées par secteur d'activité, les coûts opérationnels étant dorénavant suivis par structure commerciale au niveau des entités géographiques.

Répartition des activités du Groupe par segment géographique

La localisation par secteur géographique dépend du centre comptable de facturation. La colonne "Reste du Monde" n'inclut pas de secteur significatif.

Conformément à la norme IAS 34, seule l'analyse selon l'axe primaire est rapportée ci dessous :

1er semestre 2006 (en millions d'euros)	France	Europe	Reste du Monde	Eliminations	Consolidé
Chiffre d'affaires					
Ventes externes au Groupe	258,7	215,0	85,5	-	559,2
Moins : inter segments	70,6	3,0	9,2	(82,8)	-
Revenu par zone géographique	329,3	218,0	94,7	(82,8)	559,2
Résultat net					
Résultat opérationnel par segment	27,8	(2,7)	(6,2)	7,8	26,7
Frais de groupe non alloués	-	-	-	-	(29,5)
Résultat opérationnel	-	-	-	-	(2,8)
Coûts de financement	-	-	-	-	(4,8)
Produits de financement	-	-	-	-	4,5
Charge d'impôts	-	-	-	-	(0,8)
Impôts différés	-	-	-	-	(13,7)
Provision pour CRMF	-	-	-	-	27,4
Part des minoritaires	-	-	-	-	0,1
Résultat Net	-	-	-	-	3,9

1 ^{er} semestre 2005 (en millions d'euros)	France	Europe	Reste du Monde	Eliminations	Consolidé
Chiffre d'affaires					
Ventes externes au Groupe	265,6	227,7	78,5	-	571,8
Moins : inter segments	68,4	2,6	11,2	(82,2)	-
Revenu par zone géographique	334,0	230,3	89,7	(82,2)	571,8
Résultat net					
Résultat opérationnel par segment	33,4	(0,4)	12,6	(4,9)	40,7
Frais de groupe non alloués	-	-	-	-	(26,9)
Résultat opérationnel	-	-	-	-	13,8
Coûts de financement	-	-	-	-	(4,6)
Produits de financement	-	-	-	-	3,6
Charge d'impôts	-	-	-	-	(3,4)
Résultat Net	-	-	-	-	9,4

Relations Investisseurs
Peter Campbell
Tél : 01 30 80 32 36
Peter.Campbell@bull.net

Société par Actions Simplifiées au capital de 9 678 633,50 euros
Siège Social : Rue Jean Jaurès – BP 68 – 78340 Les Clayes-sous-Bois – France
R.C.S. Versailles B542 046 065

www.bull.com